

Annexe n° 1. Synthèse à remettre par l'ordonnateur à l'assemblée délibérante

En application de l'article 110 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), la communauté d'agglomération de l'Albigeois a fait acte de candidature pour participer à une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements et à étudier les conditions nécessaires et préalables à la certification de ses comptes.

La certification des comptes est un exercice annuel consistant, pour un auditeur externe indépendant, à émettre une opinion écrite et motivée sur les comptes de l'entité, avec une assurance raisonnable que ceux-ci sont conformes aux règles et principes comptables applicables et qu'ils ne présentent aucune anomalie significative susceptible d'en altérer la lecture et la compréhension. Elle n'a donc pas pour finalité de se prononcer sur la situation financière de l'entité, ni sur la régularité et la performance de sa gestion. Pour autant, elle renforce la crédibilité des comptes d'une entité en tant qu'instruments de pilotage et de gestion.

Cette expérimentation, conduite avec les 25 collectivités et groupements retenus par arrêté interministériel du 10 novembre 2016 dont la communauté d'agglomération de l'Albigeois, s'achèvera en août 2023, au terme de la période de huit ans prévue, à compter de la publication de la loi précitée.

Selon les termes de la convention conclue le 6 avril 2017 avec le Premier président de la Cour des comptes, approuvée préalablement par l'assemblée délibérante du 9 février 2017, la Cour des comptes, en liaison avec la chambre régionale des comptes Occitanie, accompagne la communauté d'agglomération de l'Albigeois dans cette démarche.

Cet accompagnement consiste, dans un premier temps, pour les exercices 2016 à 2019, à réaliser un diagnostic global d'entrée et des évaluations ciblées qui devront permettre de préparer la réalisation, dans un second temps, d'une certification expérimentale des comptes des exercices 2020 à 2022.

Le diagnostic global d'entrée, conduit en 2017, a pour objectifs d'établir un état des lieux du périmètre de l'entité publique, de ses processus comptables et financiers et de ses systèmes d'information ayant une incidence sur la fiabilité des comptes, ainsi que prendre connaissance d'un éventuel dispositif de maîtrise des risques comptables et financiers. Il n'a pas pour objet d'émettre une opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes de la communauté d'agglomération et ne se traduit donc pas par des propositions chiffrées à l'appui d'éventuelles rectifications des états financiers.

La mission d'évaluation, réalisée sur place et sur pièces par une équipe dédiée de magistrats, de vérificateurs et d'experts de certification des juridictions financières, a présenté ses travaux devant la formation compétente commune à la Cour et aux chambres régionales des comptes. Cette instance collégiale de magistrats, a arrêté, au terme d'une contradiction avec l'ordonnateur, le diagnostic global d'entrée de la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

Ce diagnostic d'entrée a permis de constater que la structuration du projet s'appuie sur le service des finances, sans la présence toutefois d'un comité de pilotage rassemblant les autres services opérationnels. Cet élément, prévu suite à la décision du bureau communautaire du 23

janvier 2018, constituera un atout important pour la suite de l'expérimentation. Toutefois, la communauté d'agglomération devra produire un effort important pour améliorer la fiabilité de ses comptes et permettre leur révision par un certificateur.

Le périmètre

Les futurs états financiers retraceront l'ensemble des activités de la communauté d'agglomération, actuellement suivies sous la forme de dix documents budgétaires, le budget principal et neuf budgets annexes.

Les entités liées à la communauté d'agglomération s'avèrent peu nombreuses. Les risques financiers associés sont évalués même s'il reste des zones d'incertitude comme les participations financières.

Le dispositif de contrôle interne comptable et financier

La certification implique de mettre en place ou de renforcer les contrôles nécessaires à une information financière fiable et de chercher à maîtriser les risques qui s'attachent à l'activité de l'entité. Le dispositif actuellement développé par la communauté d'agglomération ne permet pas encore de répondre à ces exigences de fiabilité comptable et de maîtrise des risques.

Dans le cadre de l'expérimentation, cet effort serait à poursuivre afin de disposer d'un contrôle interne comptable et financier, solide et permanent. Cette étape nécessite, en collaboration avec l'ensemble des services et en liaison avec le comptable public, de formaliser complètement les processus clés inhérents aux cycles comptables⁹⁷, d'identifier les risques liés et de préciser la nature des contrôles effectués ou à instaurer.

Les principaux processus comptables

Les principaux risques constatés concernent le cycle de l'actif immobilisé, des créances et stocks, des engagements et de l'arrêté des comptes.

Du fait d'une absence de tenue des inventaires, notamment au titre des transferts d'actifs issus de l'extension des compétences de la communauté et de corrections à constater au titre des immobilisations en cours ou incorporelles, la valeur des actifs inscrites au bilan est incertaine, ce qui ne permet pas de donner une image fidèle du patrimoine de l'intercommunalité.

Une analyse doit être menée, conjointement avec le comptable public, afin d'évaluer le risque de dépréciation des créances anciennes présentes au bilan de l'intercommunalité. Par ailleurs, la communauté doit revoir le schéma de comptabilisation des opérations d'aménagement en prenant en compte dans les stocks le coût de revient de chaque projet et de déprécier ces stocks en cas de perte identifiée sur ces opérations.

⁹⁷ Un cycle comptable est l'enchaînement des tâches et opérations aboutissant à une inscription dans les comptes d'un exercice.

Il est nécessaire de revoir également le poste des provisions pour risques et charges et qui ne reflète pas, à ce stade, l'ensemble des engagements de la communauté d'agglomération établis selon les principes d'une comptabilité d'exercice. Une procédure de recensement des engagements hors bilan doit également être mise en place, notamment par l'analyse des conventions signées avec les tiers.

L'absence d'assujettissement à la TVA de certaines de ses activités, comme celles de la piscine ou du centre de remise en forme de l'espace aquatique fait peser un risque de rectification par l'administration fiscale.

Le système d'information financière

La communauté d'agglomération dispose d'un système d'information structuré autour d'un progiciel de gestion financière, avec de nombreuses interfaces directes avec les autres applications métiers.

Cette organisation présente un socle propice à la conduite de l'expérimentation de la démarche de certification des comptes. Elle fait apparaître des dispositifs de contrôle informatique qu'il appartiendra à la communauté d'agglomération de recenser précisément dans le cadre de l'élaboration de son contrôle interne comptable et financier. Il conviendra d'accentuer au besoin la régularité du contrôle des accès à ses applications.